Initiatives ministérielles

Des voix: D'accord.

M. Mills: Je voudrais d'abord féliciter mon collègue de York-Nord, qui doit éprouver une certaine satisfaction aujourd'hui parce que, pendant la dernière campagne électorale, il s'est efforcé de sensibiliser ses électeurs à la question de la moraine d'Oak Ridges. À l'époque, il s'était engagé à poursuivre son travail sur ce dossier et, trois ans plus tard, nous sommes ici à la Chambre des communes pour débattre de cette question très importante et demander au gouvernement de coordonner l'intervention de tous les organismes gouvernementaux, tant municipaux que provinciaux, afin de protéger la moraine d'Oak Ridges.

Je m'intéresse énormément à la moraine d'Oak Ridges et je veux la protéger parce qu'elle est la source de la rivière Don, qui constitue la limite ouest de ma circonscription.

Même si l'honorable David Crombie et MM. Charles Souriol et Mark Wilson, ainsi que d'autres intéressés travaillent très fort sur différents fronts afin de sauver la rivière Don, nos efforts ne seront pas vraiment fructueux tant que la moraine d'Oak Ridges ne sera pas protégée. Voilà pourquoi je m'intéresse tellement à cette question. La rivière Don est maintenant une soupe chimique pleine de déchets toxiques et biologiques, dont certains viennent des formations aquifères de la moraine d'Oak Ridges.

• (1200)

J'encourage les députés à ne pas hésiter à appuyer ce projet de loi. C'est une occasion pour le gouvernement de prendre l'initiative et j'encourage les députés à appuyer cette mesure législative.

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion d'aborder la motion proposée par le député de York-Nord et mes collègues de Broadview—Greenwood et Northumberland.

Je n'ai pas le temps aujourd'hui, de traiter de toutes les questions qui ont été soulevées mais il est évident que la population de ma circonscription de Scarborough—Rouge River s'intéresse à la moraine d'Oak Ridges, à sa préservation et à sa protection.

Il faut se demander qui a le devoir de s'occuper de ce dossier, quel niveau de gouvernement en est responsable. Essentiellement, cette tâche revient à tous les niveaux de

gouvernement, à tous les individus, à tous les êtres humains qui habitent cette région.

La moraine d'Oak Ridges est source de nombreuses rivières qui ont toutes été mentionnées ici aujourd'hui. Ces rivières, qui coulent vers le sud, traversent diverses régions, y compris la mienne, celle de Rouge River. D'ailleurs, la rivière Rouge est l'un des cours d'eau qui ont leurs sources dans la moraine d'Oak Ridges. Heureusement, on prend actuellement des mesures pour préserver les terres le long de cette rivière, mais il ne faut pas oublier les 40 espèces de poisson qui vivent dans la rivière Rouge. Certaines de ces espèces sont assez rares et ont réussi à survivre jusqu'à maintenant, ce qui est incroyable. Nous voulons protéger la qualité de l'eau de même que le niveau d'eau.

La moraine d'Oak Ridges commence à ressentir les effets des activités dans cette région. Nous voulons signaler l'impact de ces activités sur bon nombre de nos rivières. Si la qualité de l'eau se détériore, il en va de même pour la qualité de la vie des espèces qui ont besoin des rivières et des être humains qui ont besoin de l'eau qu'ils puisent dans ces rivières.

Pour conclure rapidement, je rappellerais les deux facettes de la question. Nous soulevons ce problème à la Chambre non seulement pour les poissons qui vivent dans la rivière, mais aussi pour les êtres humains qui vivent tout autour. Nous faisons tous partie de la même unité écologique. Montrons de façon manifeste que les députés se préoccupent de la question et appuient la résolution proposée par le député de York-Nord.

Le président suppléant (M. DeBlois): Le temps réservé à l'étude des initiatives parlementaires est maintenant écoulé. Conformément au paragraphe 96(1) du Règlement, l'article est rayé du *Feuilleton*.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre passe à l'étude du projet de loi C-4, Loi remaniant et modifiant la législation régissant les sociétés de fiducie et de prêt fédérales et comportant des mesures connexes et corrélatives, dont le Comité permanent des finances a fait rapport avec des propositions d'amendement.